

● (1230)

A raison ou à tort—dans une grande mesure à tort, à mon sens—on croit que bien des fonctionnaires ne sont pas suffisamment compétents pour jouer le rôle nécessaire. Ce préjugé n'est probablement pas fondé, jusqu'à un certain point. Pour déclencher une reprise économique, il faut toutefois gagner la confiance de la population en général, monsieur le Président. Ainsi, les Canadiens laissent dormir actuellement la majeure partie de leur argent dans des comptes d'épargne. C'est au Canada que le montant de l'épargne est le plus élevé du monde. Sauf erreur, un tout petit peu moins de 20 p. 100 des richesses liquides du Canada sont dans des comptes d'épargne.

Si nous laissons dormir notre argent au lieu de le dépenser, c'est surtout par manque de confiance. Nous avons plus confiance dans l'épargne que dans les investissements. C'est une question de confiance à mon sens, que ce soit justifié ou non, et c'est extrêmement important pour la relance économique. Du seul fait que les Canadiens pensent généralement que si des personnes du secteur privé, qui ont de l'expérience dans le domaine des exportations, défendent nos intérêts et stimulent les exportations, nous aurons plus de chances de réussir, la société d'exportations sera plus efficace en choisissant les membres du conseil d'administration dans cette optique.

L'autre raison pour laquelle il y a lieu de permettre aux personnes autres que les fonctionnaires de siéger au conseil d'administration, c'est la recherche de compétences. Si nous réunissons les meilleurs talents, nous aurons les meilleurs résultats possibles, pour le plus grand bien du Canada. Si nous précisons qu'un certain nombre de sièges doivent être occupés par des fonctionnaires, nous limitons évidemment le champ des recherches. Ce qu'il faut faire, c'est attirer à la Société pour l'expansion des exportations les meilleurs talents que nous puissions dénicher. Si nous y parvenons, monsieur le Président, il me semble que nous aurons éliminé le droit du gouvernement d'influencer les décisions, tout en obtenant le conseil le plus talentueux possible.

L'autre point que je voudrais aborder brièvement, c'est que dans le cas de nominations faites au sein de la fonction publique, il y a possibilité de nominations politiques. Le ministre peut bien affirmer qu'il n'en est pas question, qu'il ne fera jamais pareille chose. Mais la question n'est pas de savoir si lui-même, personnellement, ferait de telles nominations. Le fait demeure que de telles nominations sont possibles.

Deuxièmement, on soupçonnera toujours que c'est le cas, même si les nominations n'ont rien de politique. Ces dangers peuvent être écartés en faisant simplement en sorte que la majorité des membres du conseil d'administration proviennent des milieux de l'exportation du secteur privé et en permettant à ces gens d'appliquer les politiques fixées par le ministre pour la Société, au lieu de nommer des membres du conseil provenant de la fonction publique. Qu'ils viennent ou non des services du ministre, ces gens demeurent des serviteurs de l'État. C'est un fait mal compris au Canada que les fonctionnaires sont neutres en matière politique. On croit généralement qu'ils sont au service de personnes ou de partis politiques et non au service du pays. C'est malheureux, mais le fait est qu'il y a eu suffisamment d'incidents dans le passé pour donner des bases à cette croyance selon laquelle certains fonctionnaires se laissent effectivement influencer par les milieux politiques.

Expansion des exportations—Loi

Par conséquent, les Canadiens sont convaincus depuis longtemps que les fonctionnaires se taillent tout naturellement des fiefs et des empires, au lieu de réduire leur personnel au minimum comme le font ceux qui doivent travailler dans des conditions plus serrées et qui ne peuvent obtenir plus que ce qu'ils sont capables de payer. Étant donné que dans les services de l'État, il suffit de faire payer les contribuables davantage dès que l'on veut grossir ses effectifs, on fait plus confiance à ceux qui travaillent dans le secteur privé; on a la conviction qu'ils sont plus efficaces.

Par conséquent, monsieur le Président, je crois que le ministre devrait comprendre la sagesse des amendements que nous proposons et devrait les juger acceptables. S'il n'y a pas grand chose à ajouter sur ce point, car nous l'avons abordé sous divers angles en exprimant essentiellement la même chose en des termes différents, il ne faut pas en sous-estimer l'importance, même s'il est difficile d'élaborer davantage là-dessus. Puisqu'il est de la nature même d'une société de la Couronne d'être distincte de l'appareil gouvernemental, il s'ensuit que si nous voulons créer un organisme distinct du gouvernement, il faut également que son conseil d'administration soit différent et qu'il comprenne des membres ne provenant pas de la fonction publique. Ce devrait être un principe de base pour toutes les sociétés de la Couronne et non pas seulement dans le cas qui nous occupe.

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, j'interviens dans le débat sur l'amendement avec plaisir et je le ferai très brièvement parce que je veux éviter les redites. Nous sommes saisis de la loi sur l'expansion des exportations. Nous débattons la motion n° 1 qui porte sur la nomination des administrateurs. J'affirme, monsieur le Président, que l'accord entre les parlementaires de tous les partis représentés à la Chambre est plus grand sur la question de cette loi et de la Société pour l'expansion des exportations que sur la plupart des autres questions. Je doute qu'il y ait des députés qui n'approuvent pas la SEE ou les fins qu'elle se propose. Il peut arriver que nous divergions d'opinion sur les orientations précises qu'elle doit prendre et les manières précises dont elle mène sa barque mais, dans l'ensemble, nous appuyons tous un instrument qui a été tellement avantageux pour le Canada par le passé et nous souhaitons qu'il continue de l'être autant.

● (1240)

Avec l'esprit de coopération qui me caractérise, je vais traiter de la motion n° 1 qui porte sur les diverses nominations et détacher les points sur lesquels mes collègues et moi tombons d'accord avec le gouvernement. Pour commencer, nous n'avons pas d'objection réelle à la proposition qui est faite d'augmenter le nombre d'administrateurs de la SEE, sans compter le président, de 11 à 14. Je me suis élevé, à l'occasion, à la Chambre, contre l'accroissement du conseil d'administration de sociétés de la Couronne et d'autres organismes, mais dans ce cas-ci, je n'insisterai pas.

Cela fait plaisir, monsieur le Président, de voir supprimer la limite d'âge de 70 ans. Il n'y a pas si longtemps, nous imposions un âge limite aux sénateurs, mais dans cette mesure législative, nous employons la tactique opposée et permettons que des personnes de plus de 70 ans soient nommées au conseil d'administration. Personnellement, je crois qu'il se trouve au